

dable. Que le prix des habitations augmente ou diminue, cela cause des problèmes. Et malheureusement, cela n'aide pas les consommateurs qui veulent acheter une maison.

Par ailleurs, je voudrais rassurer mon collègue. Bon nombre des programmes actuellement en place, notamment la construction d'habitations pour les personnes accédant à la propriété sur les terrains excédentaires que possédait le gouvernement fédéral, dans l'agglomération torontoise et la région de Vancouver, et d'autres initiatives que nous espérons lancer prochainement, comme le versement initial de 5 p. 100, rendront le prix des logements plus abordable et devraient certainement aider les gens qui désirent acheter une maison, mais qui n'en ont pas les moyens pour l'instant.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de vous parler d'une question très importante, soit la question des logements abordables. Évidemment, le Budget des dépenses, où le gouvernement demande d'approuver l'octroi de 1,8 milliard de dollars, ne reflète pas vraiment la situation telle qu'elle existe au Canada aujourd'hui pour ceux qui cherchent un logement abordable, qu'il s'agisse de propriétaires, de locataires, de rénovateurs de maisons, de parents célibataires, d'assistés sociaux ou de handicapés, qui ont de plus en plus de difficulté à se trouver des logements abordables.

Bien que j'applaudisse aux efforts du ministre d'État chargé de l'Habitation, ce qui m'inquiète avant tout et ce qui inquiète les Canadiens en général, c'est que le gouvernement ne comprend pas l'urgence de la situation et qu'il n'a pris aucun engagement en vue de fournir des logements abordables. On ne peut plus faire fi de la situation telle qu'elle existe dans ce pays, même si le ministre, lui, soutient qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter et que, même si nous traversons un moment difficile, la situation n'est pas aussi grave qu'on le pense.

Permettez-moi d'abord de vous parler de la question de l'accession à la propriété et de ce que cela signifie pour les personnes qui aspirent à avoir une maison bien à eux. Le député a parlé de la situation qui a cours à Toronto et dans d'autres villes. La SCHL prévoit que, cette année, l'industrie construira environ 200 000 habitations. En fait, non seulement le ministre, mais aussi l'ancien ministre et le ministre d'État à la Privatisation ont dit que la situation se stabilisait et qu'il ne fallait pas trop s'énerver

s'il semblait y avoir un ralentissement dans le secteur de la construction.

Les constructeurs d'habitations de Toronto, et ceux du Canada, ont essayé d'avertir le gouvernement que les taux d'intérêt, à 14,5 p. 100, sont en train de paralyser leur industrie. Ces taux ne tuent pas seulement les rêves des gens, mais également l'industrie. Ce ne sont pas 200 000 maisons que l'on construira en 1990-1991, mais seulement de 160 000 à 170 000. Cela signifie qu'un grand nombre de personnes ne pourront pas acheter ces maisons parce que les taux d'intérêt rendent leur prix inabordable. Deuxièmement, l'industrie de la construction et les industries connexes, par exemple, les fabricants de fenêtres et de biens durables, commencent toutes à mettre à pied des travailleurs.

L'industrie tente de dire au gouvernement, à la SCHL et au ministre des Finances que les mises à pied touchent déjà de 25 à 30 p. 100 des employés. Le ministre nous dit de ne pas nous en faire, de garder le sourire, qu'on construira 200 000 maisons l'an prochain. Le fait est que les gens n'ont plus les moyens d'acheter de maisons et l'industrie subit un ralentissement brutal. J'espère que la SCHL et le ministre rencontreront ces gens le plus tôt possible afin qu'ils aient une conception plus juste des faits, parce que le logement n'est pas important seulement sur le plan économique, il l'est également sur le plan social.

Je désire aborder un certain nombre de sujets, spécialement dans la mesure où ils sont liés aux 1,8 milliard de dollars que le gouvernement consacre au logement social. Examinez les données brutales sur la situation dans le pays, vous verrez que plus de 1,3 million de ménages paient plus de 30 p. 100 de leur revenu pour se loger. Près de 600 000 Canadiens consacrent plus de la moitié de leur revenu au logement.

Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de vous dire que c'est un problème grave, non seulement au plan économique, mais aussi au plan social. Les Canadiens qui ont du mal à payer leur loyer ou dont le loyer augmente se privent d'autres choses, par exemple de vêtements et de nourriture. C'est pourquoi plus de 500 000 personnes vont chaque jour aux banques alimentaires, parce que la vie est trop chère.

Je voudrais parler de l'engagement du gouvernement en matière de logement social. Pendant que le ministre allait partout inviter les gens à harceler le gouvernement pour qu'on lui accorde plus de fonds, les groupes sans but